



AMBASSADE DE FRANCE EN TUNISIE
SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE TUNIS
- Brèves économiques de Tunisie et de Libye -
Semaine du 20 au 26 décembre 2019

Tunisie :

- Le représentant résident du Fonds Monétaire International en Tunisie, M Jérôme Vacher, a indiqué que les discussions pour une 6^{ème} revue du programme du Fonds ne débiteront qu'une fois la nouvelle équipe gouvernementale constituée.
- Le déficit courant de janvier à novembre 2019 serait limité à -7,9% du PIB selon la Banque centrale de Tunisie, contre -9,9% du PIB sur la même période en 2018.
- La production industrielle sur les 10 premiers mois de l'année 2019 a diminué de -3,5% par rapport à la même période de 2018.
- L'aide financière des Etats-Unis à la Tunisie en 2020 atteindra 241,4 M USD (soit autant qu'en 2019), en dépit de la volonté du Président américain M. Donald Trump d'effectuer des coupes drastiques dans les budgets d'assistance.
- ENGIE a remporté un contrat de concession de 100 M W d'énergie solaire dans le gouvernorat de Gafsa.

Libye :

- Le 10^{ème} dialogue économique libyen s'est tenu les 15 et 16 décembre 2019 à Tunis.
- La Russie exportera du blé vers la Libye à partir de 2020, à hauteur de 1 million de tonnes par an.

TUNISIE

- Le représentant résident du Fonds Monétaire International en Tunisie, M Jérôme Vacher, a indiqué que les discussions pour une 6^{ème} revue du programme du Fonds ne débiteront qu'une fois la nouvelle équipe gouvernementale constituée.

Le représentant résident du Fonds Monétaire International (FMI) en Tunisie, M. Jérôme Vacher, a accordé une *interview* au portail boursier ilBoursa.com, publiée sur le site le 18 décembre 2019. Dans cette *interview*, M. Jérôme Vacher indique que les discussions pour une 6^{ème} revue du programme du Fonds pour la Tunisie n'ont pas encore débuté. Elles s'engageront avec la nouvelle équipe gouvernementale, lorsque celle-ci aura été constituée. M. Jérôme Vacher a rappelé que le Mécanisme Elargi de Crédit (MEC), débuté en mai 2016 pour une durée de 4 ans et un montant total de 2,9 Mds USD (réévalué depuis à 2,7 Mds USD), a pris du retard : seules 5 revues ont été validées à ce jour, donnant lieu à des décaissements d'un montant total de 1,6 Md USD. Cela représente un écart de 1,1 Md USD par rapport à l'enveloppe financière initiale, alors que le programme du FMI est censé prendre fin dans 4 mois. Selon le représentant résident du FMI, cela est dû aux retards pris dans la mise en œuvre des réformes demandées. Depuis, la validation de la 5^{ème} revue, le FMI a effectué deux visites techniques et informelles en Tunisie, en juillet puis en octobre 2019. Celle d'octobre visait à mieux comprendre d'une part les dernières évolutions en matière d'exécution budgétaire, et d'autre part le Projet de Loi de Finances (PLF) 2020 en cours de préparation. M. Jérôme Vacher reconnaît les efforts réalisés par les autorités tunisiennes pour réduire le déficit budgétaire, aussi bien sur le plan des recettes fiscales (en forte hausse en 2018 et en 2019) qu'en termes de dépenses publiques. Toutefois, la composition des dépenses publiques demeure problématique selon lui : les dépenses de fonctionnement sont trop importantes par rapport aux dépenses d'avenir (i.e. l'investissement public et les dépenses sociales). C'est notamment le cas de la masse salariale dans la fonction publique (qui demeure orientée à la hausse et atteindrait 15,1% du PIB en 2020 selon le PLF 2020) et des subventions énergétiques (même si elles diminueraient à 4,18 Mds TND en 2020). Par ailleurs, M. Jérôme Vacher note des progrès en matière de politique monétaire (notamment dans le cadre de la lutte contre l'inflation) et de politique de change (flexibilisation du taux de change). En revanche, la réforme des entreprises publiques n'a pas encore été initiée, « *ce qui affecte la compétitivité de l'économie tunisienne dans son ensemble* ». 2020 serait l'année idoine pour lancer cette réforme selon le représentant résident du FMI. *In fine*, le FMI serait prêt à apporter son soutien au pays dans le cadre d'un programme permettant « *d'avoir plus de stabilité macroéconomique et financière et, à terme, d'atteindre une croissance plus soutenable et inclusive* » (rappelant ainsi l'importance que le FMI accorde aux politiques sociales envers les populations vulnérables). Selon M. Jérôme Vacher, l'une des conditions à cette fin est « *la capacité et la détermination d'un gouvernement à prendre des engagements* ».

- Le déficit courant de janvier à novembre 2019 serait limité à -7,9% du PIB selon la Banque centrale de Tunisie, contre -9,9% du PIB sur la même période en 2018.

Le Conseil d'administration (CA) de la Banque centrale de Tunisie (BCT) a [publié un communiqué sur son site](#) après avoir tenu sa réunion périodique le 27 décembre 2019. Il y mentionne notamment une réduction du déficit courant à -7,9 % du PIB sur les 11 premiers mois de 2019, contre 9,9% du PIB sur la même période de 2018. Cette amélioration des comptes extérieurs s'expliquerait par i/ l'augmentation des recettes touristiques (qui s'élèvent à 5,4 Mds TND du 1^{er} janvier au 20 décembre 2019, soit + 37% en glissement annuel – g.a.) ; ii/ la hausse des revenus du travail ; iii/ la décélération du rythme de croissance du déficit commercial (+2,7% sur les 11 premiers mois de 2019 en g.a. selon l'Institut National de la Statistique). Pour rappel, le déficit courant avait atteint 11,2% du PIB sur l'ensemble de l'année 2018 selon la BCT. Le stock d'avoirs nets en devises continue de progresser, atteignant 109 jours d'importation le 27 décembre 2019 (soit 19,22 Mds TND). L'amélioration progressive des principaux indicateurs monétaires et financiers demeure néanmoins « *fragile* » selon la BCT, ce qui justifie la décision de maintenir le taux directeur à 7,75%. A noter que le taux du marché monétaire (TMM - soit le taux auquel les banques empruntent et se prêtent de l'argent entre elles) est redevenu inférieur au taux directeur pour la 1^{ère} fois depuis le resserrement monétaire de juin 2018 (TMM à 7,69% le 27 décembre 2019), en lien avec la baisse du volume de refinancement bancaire (10,767 Mds TND le 27 décembre 2019, contre 16,3 Mds TND en mars 2019, soit -33,9%). Enfin, dans ce communiqué, le CA de la BCT appelle à une

« multiplication des efforts des parties concernées pour rétablir les capacités de production, accroître les efforts d'investissement et promouvoir les exportations, outre l'accélération du rythme des réformes visant à consolider la performance économique, améliorer le climat des affaires et assurer la viabilité des équilibres financiers globaux ».

Le Comité de surveillance Macro-prudentielle s'est réuni pour la 4^{ème} fois le 25 décembre 2019 au siège de la BCT. [Selon le communiqué de la BCT](#), l'accent a été mis sur la nécessité de coordonner les différentes politiques adoptées par les autorités de régulation et d'accentuer les efforts pour garantir la stabilité et la solidité du secteur financier.

- *La production industrielle sur les 10 premiers mois de l'année 2019 a diminué de -3,5% par rapport à la même période de 2018.*

[Selon les derniers chiffres publiés par l'Institut National de la Statistique](#), la production industrielle de janvier à fin octobre 2019 a chuté de -3,5% en g.a. La baisse est particulièrement forte dans les secteurs de l'énergie (-7,4% en g.a.), des produits pétroliers raffinés (-68,0% en g.a., en raison de l'arrêt en février 2019 de la production de la société tunisienne des industries de raffinage de pétrole – STIR), des industries agricoles et alimentaires (-3,3% en g.a.), ainsi que du textile, de l'habillement et des cuirs (-2,7% en g.a.). *A contrario*, la production dans le secteur des mines a progressé de +12,6% sur la même période en g.a. (dont +31,8% pour la production de phosphates bruts, atteignant 3,209 M tonnes). Elle a également augmenté de +4,8% en g.a. dans le secteur de la production et de la distribution d'électricité et d'eau, et de +2,7% dans le secteur de l'industrie chimique.

- *L'aide financière des Etats-Unis à la Tunisie en 2020 atteindra 241,4 M USD (soit autant qu'en 2019), en dépit de la volonté du Président américain M. Donald Trump d'effectuer des coupes drastiques dans les budgets d'assistance.*

Selon la loi de financement du budget du gouvernement pour l'année fiscale 2020, un montant de 191,4 M USD sera dédié à l'assistance de la Tunisie, auquel s'ajoutent 50 M USD provenant du Fonds de soutien économique, soit un montant total de 241,4 M USD, équivalent à celui de 2019. La proposition initiale du Président américain M. Donald Trump de limiter l'assistance à la Tunisie à 86 M USD a été rejetée par le Congrès américain.

En outre, deux projets d'un programme financé par Millennium Challenge Corporation à hauteur de 350 M USD sur 5 ans seront prochainement mis en œuvre en Tunisie. Le premier vise à promouvoir l'innovation et l'inclusion dans le secteur de l'eau en Tunisie (i.e. réhabiliter et moderniser des périmètres publics irrigués dans quatre gouvernorats : Kairouan, Sidi Bouzid, Kébili et Tozeur). Le second a pour but d'évaluer les obstacles à la concurrence dans les secteurs stratégiques de l'économie tunisienne.

- *ENGIE a remporté un contrat de concession de 100 M W d'énergie solaire dans le gouvernorat de Gafsa.*

Le Ministère de l'Industrie, des PME et de l'Energie a publié les résultats de l'appel d'offres relatif aux contrats de concession 500 M W solaires. Tandis que le Norvégien SCATEC emporte la plus grande part, avec un projet de 200 M W à Tataouine et deux de 50 M W (Tozeur et Sidi Bouzid), le Français ENGIE (en consortium avec le Marocain Nareva) et le Chinois TBEA obtiennent 100 M W chacun (Gafsa et Kairouan respectivement). Les appels d'offres pour ces projets en concessions avaient été lancés en mai 2018. Les résultats des pré-qualifications s'étaient révélés largement favorables aux grandes entreprises françaises (EDF EN, Engie, Total, Akuo, Voltalia, Quadran et GreenYellow), et avaient aussi fait état d'une forte concurrence asiatique, turque, saoudienne, émiratie, espagnole et britannique. Le prix de revente, auquel la Société tunisienne de l'Électricité et du Gaz (STEG) achètera l'énergie solaire dans le cadre du contrat d'achat d'électricité (PPA) sur une durée de 20 ans, a ainsi été le critère de sélection déterminant. Des concessions pour 200 M W supplémentaires devraient également être lancées prochainement, dans le cadre d'un processus de sélection différent : cette fois, les terrains devront appartenir aux concessionnaires.

LIBYE

- *Le 10^{ème} dialogue économique libyen s'est tenu les 15 et 16 décembre 2019 à Tunis.*

Pour la première fois, le dialogue économique libyen a réuni des représentants du Gouvernement d'Union Nationale GUN et de l'Armée Nationale Libyenne (ANL). Des experts techniques des départements d'État, de l'énergie et du Trésor des États-Unis et du Conseil de sécurité nationale ont participé aux discussions. En outre, des membres des organisations internationales et banques multilatérales de développement (UNSMIL, Banque Mondiale, etc.) étaient présents. La délégation française était composée de l'Ambassade de France en Libye, et de la direction générale du Trésor (service économique régional de Tunis et administration centrale). [Selon un communiqué de l'Ambassade des Etats-Unis en Libye](#) publié le 16 décembre 2019, les participants ont échangé des informations sur l'état des ressources libyennes. Les firmes internationales souhaitant investir en Libye ont discuté des approches innovantes pour développer l'activité économique en Libye. Les échanges ont également porté sur les pratiques visant à renforcer la transparence et la bonne gouvernance des institutions économiques libyennes.

- *La Russie exportera du blé vers la Libye à partir de 2020, à hauteur de 1 million de tonnes par an.*

Le président du groupe de contact russo-libyen M. Lev Dengov a révélé lundi 23 décembre 2019 que la Russie exportera du blé vers la Libye à partir de 2020. Le volume d'exportation s'élèvera à 1 M tonnes par an. Un protocole d'accord a été signé avec le Gouvernement d'Union Nationale (GUN). Les 3 plus grandes sociétés d'Etat russes en sont parties prenantes.